



IV. Les femmes et la désertification : une relation dynamique

Les femmes sont à l'avant garde de la gestion des zones arides. Les zones arides sont des zones extrêmement importantes pour la biodiversité; 2,3 milliards de personnes y vivent à travers le monde, aussi bien des citadins que des ruraux. D'un autre côté, ces zones comptent parmi les écosystèmes les plus exposés aux risques. Dans la présente section on étudiera l'interaction complexe entre les communautés locales – les femmes en particulier – et la désertification, ainsi que les initiatives contre la désertification



Encadré 16. Qu'est-ce que la désertification?

Les déserts s'étendent du fait de la dégradation des sols dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches. Phénomène mondial qui menace beaucoup d'écosystèmes, la désertification affecte près des deux tiers des pays, notamment en Asie et autour de la Méditerranée. La santé et la subsistance de plus d'un milliard de personnes, soit environ le cinquième de la population mondiale, sont menacées.

Il y a des dimensions météorologiques, écologiques et humaines à la désertification, et les changements climatiques en sont à la fois une cause et une conséquence. Dans beaucoup de cas, des méthodes agricoles traditionnelles et durables utilisant l'eau de pluie et des pratiques pastorales ancestrales sont en train de disparaître. Les résultats sont le surpâturage, la déforestation et le défrichage, de mauvaises pratiques d'irrigation et la surproduction.

Les effets sont énormes, provoquant des vagues de migrants, la disparition de la biodiversité des zones arides et le déclin des terres agricoles fertiles. Les systèmes socio-écologiques des zones arides sont dynamiques et fonctionnent

Encadré 16. Suite

selon des modèles différents, mais étroitement liés. Comprendre la dégradation des sols et réhabiliter les zones qui en souffrent demande une approche intégrée de la conservation, abordant simultanément des questions biophysiques et socio-économiques.

Sources : Koohafkan, 1996; EarthAction, 2001; Reynolds et al., 2003.

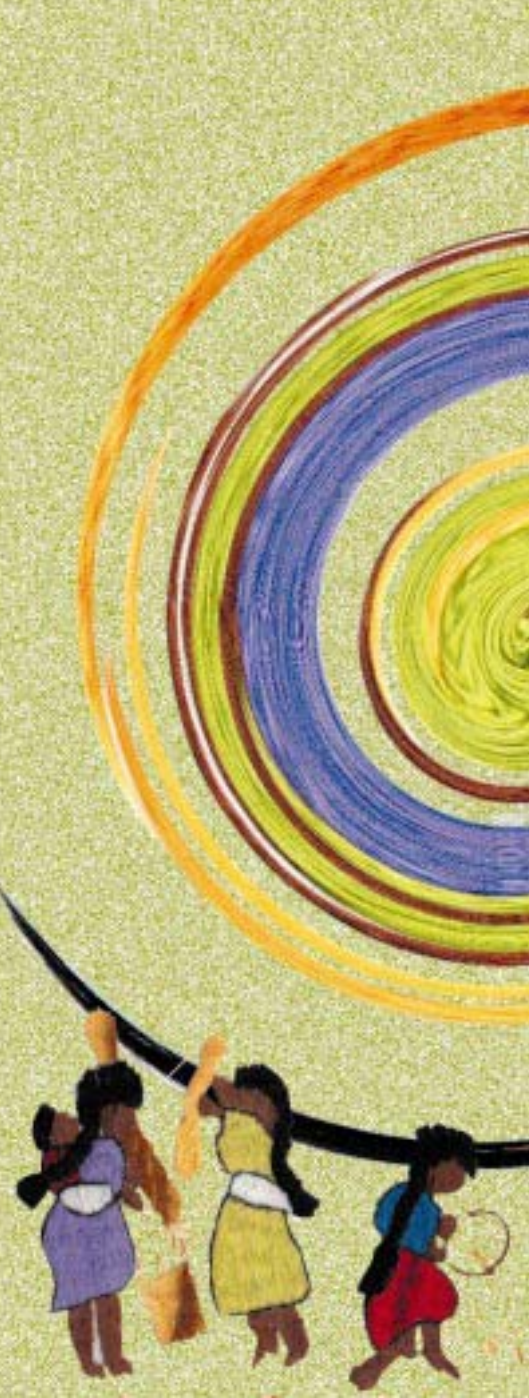
Des liens socio-écologiques étroits

La relation entre la biodiversité et les communautés est plus étroite et plus proche dans les zones arides que dans pratiquement tout autre écosystème. Pour les communautés qui vivent dans ces régions, la gestion des ressources naturelles est le facteur le plus important pour assurer leur subsistance, et elles apprennent à trouver un équilibre délicat dans ce qui peut être un environnement fragile. Comprendre cela, ainsi que les autres dynamiques socio-écologiques, servira à renforcer les perspectives de survie des populations et la gestion des ressources naturelles.

Les systèmes et les institutions qui préservent le savoir traditionnel sont particulièrement indispensables à la gestion des ressources naturelles des zones arides parce qu'ils ont prouvé leur fiabilité au fil du temps. C'est ainsi que certaines communautés ont établi des pratiques souples d'utilisation des sols, avec des droits d'accès temporaires ou saisonniers et des couloirs de déplacement. Mais, bien que ces systèmes soient efficaces, la plupart sont maintenant compromis. Il importe d'examiner comment les savoirs traditionnels cèdent sous la pression de changements rapides et de comprendre leur valeur dans les conditions actuelles (Barrow, 2003).

Bien que des questions d'équité et de pouvoir émergent fortement dans la plupart des zones arides, elles ne sont pas bien comprises. Par exemple, les groupes qui se partagent le bétail pourraient être considérés comme





insensibles à l'équité entre les sexes puisque seuls les hommes parlent dans les réunions, alors que les femmes s'assoient et écoutent. Mais il peut y avoir beaucoup d'autres moyens par lesquels les hommes et les femmes discutent, argumentent et prennent des décisions en connaissance de cause. Les femmes des zones arides jouent généralement un rôle important en conservant leurs terres pour l'alimentation, les combustibles (de cuisine, de chauffage et d'éclairage) et l'habitat. Dans beaucoup de zones agricoles arides du monde, plus particulièrement en Afrique, les femmes consacrent traditionnellement beaucoup de leur temps et de leurs efforts à la terre. Elles cultivent, transforment, gèrent et commercialisent des denrées alimentaires et d'autres ressources naturelles. Elles peuvent avoir des jardins potagers, travailler dans les champs, élever le petit bétail, rassembler du foin pour les animaux, apprêter les produits des arbres pour la vente et chercher du combustible et de l'eau. Beaucoup dépensent leur vigueur et leur énergie pour assurer la survie quotidienne de leur famille et de leur communauté.

En dépit de tous ces efforts, les femmes vivant dans les zones arides ont aussi tendance à se classer parmi les plus pauvres des pauvres, et elles n'ont guère les moyens de provoquer un changement réel. Elles sont souvent exclues de la participation aux projets de développement et de conservation des sols, des activités de vulgarisation agricole et des politiques qui affectent directement leur subsistance. La propriété du bétail et les décisions qui le concernent relèvent normalement du domaine des hommes, et même dans les ménages dirigés par une femme, les hommes interviennent encore dans la prise de décisions par le biais des membres de la famille élargie.

Vu la contribution importante des femmes, combattre la dégradation des zones arides demande de toute évidence un effort plus concerté pour assurer leur pleine participation.

Augmentation de la charge de travail et des responsabilités

La dégradation des sols affecte différemment les hommes et les femmes, puisque leurs rôles respectifs dans la production diffèrent. Alors que la

contrainte et la souffrance augmentent pour tous lorsque les ressources les plus voisines d'une communauté commencent à disparaître, ce sont les femmes qui finissent généralement par parcourir des distances plus longues, souvent dans des conditions dures et périlleuses, pour pouvoir faire face. Leur charge de travail s'accroît lorsqu'elles doivent lutter pour se procurer des aliments et du combustible (FAO, 1993). L'érosion et l'appauvrissement des sols réduisent la production agricole et les sources supplémentaires de revenu. Lorsqu'une famille ne peut plus survivre à l'aide des stratégies de production traditionnelles, les jeunes des zones rurales, particulièrement les hommes, se lancent dans des migrations saisonnières, voire permanentes. Cela accroît le fardeau de ceux qui sont restés derrière, très souvent les femmes, alors que le travail s'accumule, mais se traduit cependant par un moindre rendement en raison de la capacité déclinante des sols. Les femmes prennent également en charge les rôles traditionnellement assumés par les hommes (FAO, 1993).

Dans les sociétés pastorales, lorsque le bétail meurt les hommes migrent vers de nouveaux pâturages ou se déplacent vers un endroit différent où ils poursuivent d'autres activités. Les femmes et les enfants peuvent également quitter la communauté, mais seulement pour se mettre en quête de nourriture afin d'éviter la famine, ainsi que de coses et d'autres produits des arbres pour le tannage, ou de médicaments à vendre sur des marchés éloignés. Avec le départ des hommes, si les villages sont pillés les femmes et les enfants peuvent même être violés ou tués. Parfois, en cas de perte de bétail, les hommes, qui deviennent désœuvrés, se livrent à des jeux de hasard et consomment des boissons bon marché, laissant aux femmes seules le soin d'être le gagne-pain de la famille (Njoroge, 1999).

La connaissance pour la survie

Dans les zones arides, comme dans d'autres environnements, les femmes sont les principales dépositaires des systèmes de savoir autochtones. Elles ont acquis une connaissance étendue de leur environnement naturel, de sa flore, de sa faune et de son évolution écologique. Elles connaissent les





meilleurs arbres pour le combustible, les plantes qui sont à usage médicinal, les points d'eau pendant la saison sèche et les conditions propices aux cultures locales. Le coordonnateur des Volontaires des Nations Unies au Kenya a noté ceci : « Lorsque nous nous rendons sur le terrain, spécialement dans les zones semi-arides, nous constatons que les femmes sont les gestionnaires et les praticiennes invisibles de la lutte contre la désertification » (Women Tree Planting Movement de l'Ouganda, 2003).

Les femmes acquièrent ce savoir et développent des stratégies de survie. Par exemple, à Yazd, « capitale du désert » de la République islamique d'Iran, elles ont conçu un certain nombre de technologies hautement sophistiquées pour la production agricole, telles que la production alimentaire dans des souterrains (www.undp.org/seed/unso/women).

Le manque de terres

En dépit des compétences des femmes, leur accès autonome aux ressources naturelles est souvent extrêmement limité, vu que la tradition restreint leurs droits de propriété sur la terre, les arbres et l'eau. Lorsque ces ressources deviennent rares, comme c'est le cas sous l'effet de la désertification, des coutumes ancestrales consacrées telles que le glanage des pauvres, en particulier des femmes, ne sont plus autorisées. La diminution des ressources disponibles peut également pousser l'homme, chef de ménage, à vendre sa terre, dépouillant ainsi la famille d'une réserve essentielle garante de sécurité.

Bien que cela se produise souvent, les Gouvernements à travers le monde préfèrent encore accorder les titres fonciers aux « chefs de ménage », qui sont généralement des hommes, présents ou non. Avec la réforme agraire en cours dans beaucoup de pays d'Afrique et d'ailleurs, les Gouvernements ont entrepris de modifier la législation des terres rurales, ce qui pourrait être l'occasion de corriger les déséquilibres. Malheureusement, la nouvelle législation se borne souvent à synthétiser les systèmes juridiques existants, qui comprennent le droit coutumier et traditionnel, avec la législation agricole moderne concernant la propriété et l'usage publics et privés.

La nouvelle législation doit répondre aux attentes de la société, recueillir le soutien des populations rurales et rendre compte de la nature pluraliste de la législation foncière. Toutefois, les aspects de l'occupation des sols faisant intervenir l'équité entre les sexes, qui sont souvent contournés, nécessitent une attention entière. La protection des droits coutumiers ne devrait pas accentuer les inégalités au sein des communautés, ni consacrer un comportement néfaste à l'égard de l'environnement (FAO, 1993).

Les voix et les actions des femmes

Le point de vues des femmes est rarement pris en compte dans les domaines de la prise de décision, des politiques et de l'administration concernant les zones arides, alors qu'elles pourraient être les principales gestionnaires des ressources de ces zones. Les pratiques culturelles et les normes religieuses peuvent entraver la participation active des femmes. Par exemple, au Kenya, une femme âgée a déclaré, au cours d'un atelier d'élèves, que pendant une année de grave sécheresse, quand les fourrages devenaient rares, elle a conseillé à son mari de vendre les chèvres pendant qu'elles étaient encore en bonne santé en vue d'en tirer un bon revenu. Son mari n'a pas voulu suivre son conseil parce que l'importance des troupeaux reflète le statut de l'éleveur. En définitive, ce couple a tout perdu et a dû se tourner vers l'aide alimentaire (Njoroge, 1999).

Malgré tout, les femmes parviennent dans beaucoup de cas à s'organiser pour améliorer leur subsistance et combattre la désertification. Les encadrés 17, 18 et 19 ci-après en offrent quelques exemples saisissants.





Encadré 17. Les « veuves de la sécheresse » au Brésil

La partie semi-aride du nord-est du Brésil est densément peuplée, avec des sécheresses périodiques qui font avancer les déserts, une répartition inégale de la terre et des difficultés sérieuses pour la plupart des gens. La migration à grande échelle des hommes laisse aux femmes la charge de leur ménage. Elles sont dès lors appelées « veuves de la sécheresse », car dans beaucoup de cas leur mari n'envoie jamais les mandats promis à la maison et néglige de rentrer.

Les dirigeantes activistes Rosilda Silva Cruz et Vanete Almeida, membres de l'Union des travailleurs ruraux, largement masculine, s'efforcent de mobiliser les femmes pour qu'elles participent à des activités de développement dans la région. Elles ont toutes les deux commencé à s'impliquer dans leur communauté dès leur plus jeune âge, et depuis elles travaillent avec des mouvements de base.

Silva Cruz, l'une des quatre femmes qui font partie de la direction de l'Union, coordonne six groupes d'action de femmes et prend activement part à des émissions de radio diffusant des informations sur la sécheresse et la dégradation de l'environnement et aussi sur des questions politiques qui affectent les travailleuses rurales. Vanete Almeida a aidé à organiser la première réunion des travailleuses rurales dans la région et se consacre depuis à l'établissement de liens internationaux avec des dirigeantes de mouvements qui luttent contre la désertification. « Nous croyons en ce que nous faisons », dit-elle avec fierté (voir aussi le cas D ci-dessous).

Sources : www.undp.org/seed/unso/women/film.htm; Branco, 1999



Encadré 18. Mobilisation par l'éducation en Chine

La désertification affecte jusqu'à la moitié de l'immense population de la Chine. Dans la région rurale aride et appauvrie située à 1 000 km à l'ouest de Beijing, des fermières, Niu Yo Qin et Chao Jiniu, ont entrepris de mobiliser leurs communautés pour arrêter l'érosion en plantant des boutures de saules et de peupliers. La récupération d'hectares sur le désert qui avance fournit de l'espace pour planter des légumes, tout en ouvrant des possibilités d'améliorer l'éducation et la santé et de relever le niveau de vie.

« Si nous voulons devenir plus riches, et ne pas rester pauvres comme aujourd'hui, nous devons améliorer l'éducation et le savoir de notre jeune génération. Car, si notre génération est éduquée elle comprendra la gravité de la désertification, et si elle veut récupérer le désert, elle doit acquérir le savoir, elle doit être éduquée », dit Yo Qin.

Source : www.undp.org/seed/unso/women/film.htm



Encadré 19. Les femmes en Ouganda se mettent à planter des arbres

Le Women Tree Planting Movement de l'Ouganda, partenaire régional du mouvement de la Ceinture verte (Green Belt) du Kenya, joue un rôle majeur dans la lutte contre la désertification. En outre, il donne aux femmes une visibilité sur la scène internationale et aide à animer, en Ouganda, la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la désertification.

En 2003, alors que le thème de la Journée était la gestion des ressources en eau, le district de Nakasongola, situé dans le « couloir d'élevage » de l'Ouganda, a été sélectionné pour cette célébration. Une campagne de sensibilisation s'est appuyée sur des émissions de radio, des discours, des affiches, des fiches d'information et un concours d'affiches scolaires. Les projets de restauration ont compris la plantation d'arbres autour des inselbergs (collines abruptes isolées) du district et la semence d'herbages autour du barrage de Wabigalo pour l'empêcher de s'envaser aussi rapidement.

Source : Women Tree Planting Movement de l'Ouganda, 2003

L'intervention politique

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, adoptée en juin 1994 et entrée en vigueur en décembre 1996, est le cadre international le plus important pour la prévention de la désertification et la remise en état des terres désertiques. En septembre 2003, 190 gouvernements avaient ratifié la Convention, s'engageant ainsi à mobiliser des ressources techniques et financières accrues pour lutter contre la désertification et réduire les effets de la sécheresse dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, dans leur propre pays et dans le monde. Beaucoup de pays s'emploient actuellement à mettre en place des plans d'action nationaux et régionaux.

La Convention reconnaît le rôle que les femmes jouent dans le développement durable des zones arides et elle appuie la participation égale des femmes, particulièrement dans l'acquisition et le transfert des connaissances. La Conférence des Parties à la Convention a accepté d'encourager une prise de conscience et de faciliter la participation des communautés locales, particulièrement des femmes, dans les décisions qui



les concernent. En 1999, elle a choisi pour thème de la Journée mondiale de lutte contre la désertification « Le rôle des femmes dans la lutte contre la désertification ».

D'autres activités incluent le renforcement du rôle des femmes dans la mise en œuvre de la Convention par le biais d'activités locales, d'ateliers et d'initiatives pour soutenir cette participation. C'est ainsi que le Sénégal a organisé un forum national sur l'implication des femmes dans son plan d'action national. Au Kenya, 30 à 50 % de ceux qui ont participé à l'élaboration du plan d'action national étaient des femmes. La République islamique d'Iran a mené une étude sur la discrimination entre les sexes, avec une composante destinée à encourager les méthodes traditionnelles utilisées par les femmes rurales et nomades en vue de protéger les pâturages extensifs (GTZ, n.d.).

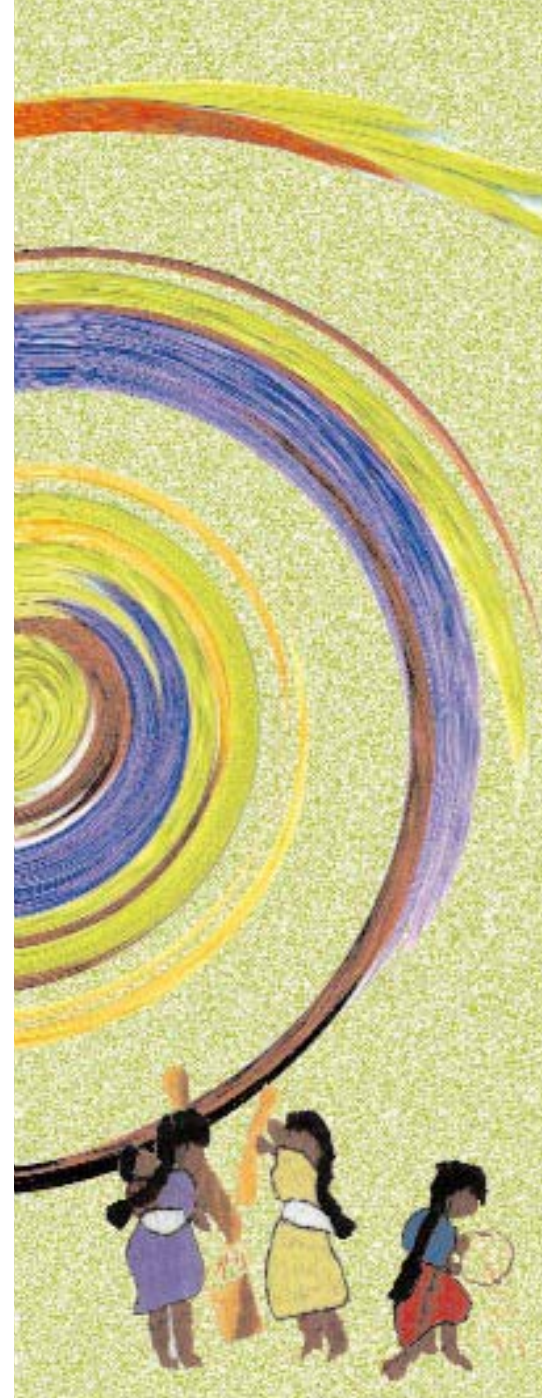
Cependant, des obstacles doivent être surmontés, notamment l'incompréhension des questions d'équité entre les sexes et l'écart entre la théorie et la pratique. D'autres obstacles sont le manque de compétences en la matière, l'absence de données sexospécifiques et l'inexploitation du petit nombre de données existantes, ainsi que la survivance de préjugés quant aux rôles respectifs des hommes et des femmes.

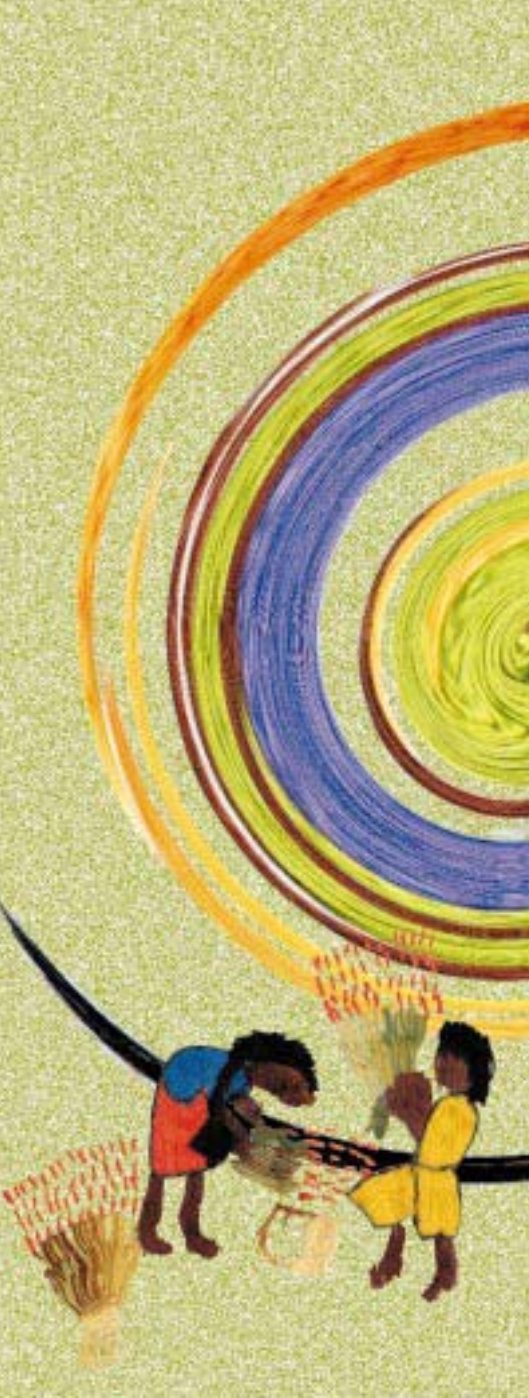
En 1997, un groupe d'experts du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) du Programme des Nations Unies pour le développement a publié un plan d'action visant à élargir le rôle des femmes dans la mise en œuvre de la Convention. Son but est d'introduire l'équité entre les sexes dans tous les aspects de la mise en œuvre, notamment la planification décentralisée, les mécanismes de financement, des partenariats éclairés, la participation des femmes à la prise de décisions, la sensibilisation des représentants à l'équité entre les sexes, l'utilisation de critères précis sur cette question et des indicateurs de suivi. La stratégie contient des directives sur le suivi et la communication de données, l'analyse sexospécifique, la formation, la sensibilisation et le développement

des capacités, un répertoire de spécialistes et des mécanismes de financement. Toutes ces actions visent à s'assurer que les femmes dans les zones arides exercent leur droit d'assumer la pleine responsabilité de gestionnaires des ressources naturelles et d'autres activités de subsistance (BNUS/PNUD, 1997).

En 2003, à la sixième Conférence des Parties à la Convention sur la lutte contre la désertification tenue à La Havane, le Forum mondial sur la diversité biologique a organisé une session interrégionale sur l'Approche écosystémique de la gestion des zones arides. L'un des trois ateliers organisés dans ce cadre était axé sur l'équité entre les sexes et le savoir traditionnel; des recommandations précises sur l'intégration des femmes ont été formulées. L'Union mondiale pour la conservation de la nature a également publié un manuel sur l'équité entre les sexes et la désertification qui propose une méthodologie sur la façon d'intégrer l'équité entre les sexes dans les activités relatives aux zones arides (Blanco et Velásquez, 2003).

Plusieurs gouvernements ont individuellement soutenu les initiatives et l'implication des femmes dans la lutte contre la désertification. Par exemple, pour la Journée mondiale de lutte contre la désertification en 1999, le Gouvernement marocain a lancé une série d'ateliers pour écouter les préoccupations et les points de vue des femmes et évaluer leurs besoins (Economics, 1999). En cette même occasion, le Président Abdou Diouf du Sénégal a loué la Fédération des associations féminines du Sénégal (FAFS) pour son travail de pionnier dans la promotion du rôle des femmes et a préconisé une coordination étroite dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et de la Convention sur la lutte contre la désertification, reconnaissant ainsi que ces textes peuvent être complémentaires. En Afrique du Sud, le secrétariat de la Convention et le Gouvernement sud-africain ont organisé un atelier conjoint à Pretoria en 1999. Cet atelier a discuté de la mise en œuvre de la Convention, du plan d'action national et du processus d'intégration de l'égalité entre les sexes et il a abouti à une plate-forme nationale pour la future coopération dans ces domaines (www.undp.org/seed/unso/women).





Des organismes internationaux tels que le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, ainsi que plusieurs donateurs bilatéraux, ont appuyé des initiatives similaires. Depuis 1998, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et ses partenaires mènent des activités au Ghana et au Nigeria pour réduire la dégradation de l'environnement et la désertification par le biais d'un programme de développement des énergies renouvelables. Ce programme édifie des capacités locales parmi les femmes pour formuler, exploiter et entretenir les réseaux d'énergies renouvelables, en utilisant les déchets agricoles et humains pour faire marcher de petites entreprises et planter le neem (*Azadirachta indica*) et d'autres arbres fruitiers. Au Burkina Faso, le Fonds a appuyé la production écologiquement rationnelle du beurre de karité à partir des noix de l'arbre à karité (*Butyrospermum parkii*) en formant 300 productrices (UNIFEM, 1999; <http://www.un.org/ecosocdev/geninfo/afrec/vol15no4/154shea.htm>).

Les projets soutenus par des organismes de développement peuvent parfois commencer à redresser les déséquilibres, en faveur des femmes. Par exemple, ils peuvent donner aux femmes l'occasion de posséder du bétail, comme des chameaux, pour la première fois.

Conclusion

La désertification est un phénomène environnemental et social grave et complexe. Toutefois, les zones arides ne sont pas que des prisons de pauvreté et de privation. Les communautés y ont développé d'importantes stratégies et sont les dépositaires de savoirs et de compétences qui leur permettent de faire face et de survivre dans des conditions éprouvantes. Bien que leur position sociale soit souvent celle de subordonnées, les femmes s'attellent à beaucoup de tâches essentielles pour la survie et elles ont développé des compétences et des pratiques de grande valeur qui complètent le savoir des hommes. Toutefois, la sérieuse dégradation de l'environnement surcharge les femmes, qui sont souvent laissées derrière pour s'occuper de leur ménage quand les hommes émigrent.

Partout dans le monde, les femmes n'ont qu'un accès limité aux ressources naturelles ou à la propriété de la terre et des autres ressources. Mais, bien que les traditions et les normes sociales puissent entraver le rôle des femmes dans la participation et la prise de décisions pour la gestion des zones arides, beaucoup d'exemples montrent que les femmes peuvent s'organiser pour lutter contre la désertification. On peut mentionner notamment leur participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification qui, dans sa formulation, est sensible à la question de l'équité entre les sexes. Quelques mesures spécifiques ont été prises pour intégrer l'équité entre les sexes dans la mise en œuvre de la Convention, particulièrement au niveau national. Un progrès plus concerté et étendu demeure un défi.



Cas D. Brésil. Responsabiliser les femmes aide à lutter contre la désertification



Par **Thais Corral** (REDEH – Réseau pour le développement humain)

En 2000, le Réseau pour le développement humain (REDEH) a conçu le projet de renforcer l'action des femmes dans l'éducation en matière d'eau en vue d'introduire l'équité entre les sexes dans la politique menée par les pouvoirs publics pour lutter contre la désertification au nord-est du Brésil. Cette région est la plus pauvre du pays, avec un indice de développement exceptionnellement bas. Près de 3,6 millions de personnes y vivent dans des zones touchées par la sécheresse et la désertification; les femmes y sont particulièrement affectées par le manque de services d'eau et d'assainissement. Leur espérance de vie est inférieure à 60 ans, alors que la mortalité maternelle dépasse 200 pour 100 000 naissances. En période de grave sécheresse, les hommes émigrent, obligeant les femmes et les enfants à se débrouiller seuls.

REDEH, organisation brésilienne à but non lucratif, a pour mission de renforcer le rôle des femmes dans le développement durable. L'une des organisations de femmes les plus dynamiques lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en 1992, elle s'est depuis activement impliquée, à l'échelon national, fédéral et local, dans la mise en œuvre d'Action 21 et d'autres accords multilatéraux sur l'environnement, tels que la Convention sur la lutte contre la désertification.

Le projet au nord-est du Brésil comportait deux volets. Le premier consistait à préparer du matériel éducatif sur l'équité entre les sexes et la désertification. Ce matériel éducatif comprenait un manuel montrant comment les dirigeants communautaires pourraient devenir des moteurs de changement dans la lutte contre la désertification, une série de programmes et de campagnes radiophoniques, et une vidéo sur la manière dont les dirigeants locaux pourraient aider les communautés. Ce matériel a été élaboré avec le concours de tous les participants. Il emploie un langage et des symboles culturellement familiers aux populations locales. Des groupes thématiques ont discuté des concepts d'équité entre les sexes pour éviter la marginalisation des hommes.

L'autre volet essentiel de la stratégie était la méthode de formation utilisée, qui était destinée à fournir aux dirigeants locaux des outils appropriés pour travailler avec leurs propres communautés. L'usage de la radio a été encouragé, celui-ci étant un instrument précieux pour l'éducation et l'implication des communautés.

Pour lancer ce projet, une étude pilote a commencé dans cinq municipalités de l'État de Pernambuco comme composante du programme gouvernemental contre la désertification. Cette étude a été reproduite dans plusieurs autres États du nord-est du Brésil. Plus de 975 dirigeants communautaires ont pris part aux ateliers de formation et ont donc appris comment développer l'équité entre les sexes, la responsabilisation locale et la démocratisation de l'information afin de mieux faire face à la désertification. Ils ont aussi appris à connaître un arbre (*Moringa oleifera*) dont la graine purifiée l'eau et qui peut être facilement cultivé dans la région, et comment protéger l'eau de pluie collectée dans des citernes installées par le gouvernement.

Des programmes radiophoniques ont également été produits par le REDEH dans chaque grande ville et diffusés ensuite sur les places publiques et les marchés. Ce programme, destiné à informer le public sur la manière de faire face à la sécheresse et à la désertification, abordait notamment la manière dont les relations entre les hommes et les femmes influent sur la gestion de l'eau.

Dès le départ, le projet de renforcement de l'action des femmes dans l'éducation en matière d'eau s'est efforcé de combiner les compétences locales et régionales sur la sécheresse et la désertification avec le savoir du REDEH sur l'intégration de l'équité entre les sexes dans les politiques et programmes de développement durable. Ce projet a également mis l'accent sur le rôle de divers acteurs sociaux, notamment les enseignants, les petits exploitants, les infirmières, les politiciens locaux, les syndicalistes et les femmes au foyer, et il a permis de rassembler une multitude de solutions possibles et d'expériences. Chaque participant a reçu des outils pour les activités futures, de façon que, par exemple, les enseignants puissent diffuser des informations dans les écoles, les infirmières dans les hôpitaux, etc.

Sur un plan général, ce projet a aidé à consolider de nouveaux partenariats entre le gouvernement et la société civile pour la mobilisation sociale et la sensibilisation en faveur d'un développement durable. REDEH considère également, que l'usage de la radio pour la mobilisation sociale parallèlement au développement des





capacités d'un ensemble diversifié de dirigeants constitue un acquis important. Bien que la radio soit le meilleur moyen de communication pour atteindre la masse, elle n'est guère employée ni dans les activités générales de développement, ni dans les projets de gestion de l'eau.

Le plus important peut-être, c'est d'avoir réuni des femmes et des hommes à l'appui de la formation des dirigeants communautaires; cette démarche s'est avérée utile pour travailler avec la perception locale des rapports entre les sexes. Jusque là, trop peu d'attention avait été accordée à cette question. Par exemple, les décideurs n'ont pas adopté d'indicateurs montrant à quel point la désertification affecte différemment les hommes et les femmes. Le projet a porté l'attention sur ces questions au niveau de la prise de décisions, tout en renforçant la position des femmes au sein de leur communauté. Les politiques antérieures avaient tendance à considérer les femmes comme des victimes. Actuellement, il y a de meilleures chances que ces politiques reconnaissent que lorsque les femmes sont responsabilisées, elles deviennent des moteurs essentiels du changement.